

C.C.A.P.
CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

**RELANCE LOT 1 - AMENAGEMENT D'UNE UNITE DE GERONTO-PSY AU RDC DE LA MAISON DE
RETRAITE, SITE CASANOVA DU CH SAINT-DENIS**

**La procédure est passée en application des dispositions du Code la Commande Publique
(Ci-après « le Code ») :**

Procédure adaptée : articles L. 2123-1 et R. 2123-1-1 et R. 2123-4/5/6/ du Code

POUVOIR ADJUDICATEUR

CENTRE HOSPITALIER DE SAINT-DENIS
ETABLISSEMENT SUPPORT DU GHT PLAINE DE FRANCE
Direction des Achats
2, rue du Docteur Delafontaine
93200 SAINT-DENIS CEDEX

SOMMAIRE

ARTICLE 1	DESIGNATION DES PARTIES.....	3
ARTICLE 2	OBJET.....	3
ARTICLE 3	ALLOTISSEMENT	3
ARTICLE 4	LIEU(X) D'EXECUTION	4
ARTICLE 5	FORME DE DU MARCHÉ	4
ARTICLE 6	PROCÉDURE.....	4
ARTICLE 7	DURÉE DU MARCHÉ	4
ARTICLE 8	DOCUMENTS CONTRACTUELS	4
ARTICLE 9	SOUS-TRAITANCE - CO-TRAITANCE.....	4
ARTICLE 10	LES ORDRES DE SERVICE	5
ARTICLE 11	RECEPTION DES TRAVAUX	5
ARTICLE 12	MODALITÉ DE DÉTERMINATION DES PRIX.....	6
ARTICLE 13	AVANCE.....	6
ARTICLE 14	LE PROJET DE DÉCOMPTÉ MENSUEL	7
ARTICLE 15	PAIEMENT ET MISE EN PAIEMENT DES DÉCOMPTES MENSUELS.....	8
ARTICLE 16	CESSION DE CRÉANCE	9
ARTICLE 17	GARANTIES	9
ARTICLE 18	ASSURANCES DU TITULAIRE	10
ARTICLE 19	PENALITÉS	11
ARTICLE 20	SUSPENSION DES PRESTATIONS - RESILIATION	12
ARTICLE 21	EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES.....	13
ARTICLE 22	RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS RELATIFS À L'ACCORD-CADRE	13
ARTICLE 23	TRIBUNAL COMPÉTENT.....	14
ARTICLE 24	DÉROGATIONS AU CCAG APPLICABLE	14

PREAMBULE :

Le GHT Plaine de France se compose de deux établissements :

- Le Centre Hospitalier de Saint-Denis (établissement support, CHSD);
- Le Centre Hospitalier de Gonesse (établissement partie, CHG).

A ce titre, le Centre Hospitalier de Saint-Denis assure pour le compte de l'établissement partie :

- La procédure de passation et la signature des marchés ;
- La réalisation et la signature de tous les actes juridiques portant modification du ou des marchés (avenant, certificat administratif, reconduction, résiliation)

Tous les échanges liés aux actes juridiques concernant la passation et la modification des contrats doivent être impérativement adressés Par voie dématérialisation sur le profil acheteur du GHT Plaine de France plateforme de dématérialisation de l'état PLACE :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

L'exécution du présent contrat (commandes, réceptions, liquidations, paiements) relève du Centre Hospitalier de Saint-Denis.

ARTICLE 1 DESIGNATION DES PARTIES

La Maîtrise d'Ouvrage est assurée par :

Centre Hospitalier de Saint-Denis
Direction du Patrimoine et des Investissements
Monsieur Damien BAUERLE
2. rue du Docteur Delafontaine
93 200 Saint-Denis

Assisté de :

STUDIO FADI RIFAI
Maitre d'Oeuvre
32 Rue Paul Belmondo
75012 Paris
Tél : 01.42.21.98.64

Assisté de :

B.E. BATITECH
Bureau d'étude
6 Boulevard Pesaro
92000 NANTERRE
Tél : 01.56.65.98.89

ARTICLE 2 OBJET

Le présent marché a pour objet la relance du lot 1 du marché concernant la réalisation de travaux d'aménagement d'une unité de Géroto-Psy.

Le détail des travaux concernés est précisé dans le CCTP.

ARTICLE 3 ALLOTISSEMENT

Le présent marché n'est pas alloti : les prestations objets du marché sont indissociables.

ARTICLE 4 LIEU(X) D'EXECUTION

CENTRE HOSPITALIER DE SAINT-DENIS

2, Rue du Docteur Delafontaine
RDC de la maison de retraite située
11 rue Danielle Casanova
93 200 Saint-Denis

ARTICLE 5 FORME DU MARCHE

Le marché est un marché de travaux.

ARTICLE 6 PROCÉDURE

La présente consultation est passée selon procédure adaptée : articles L. 2123-1 et R. 2123-1- 1 et R. 2123-4/5/6/ du Code.

ARTICLE 7 DUREE DU MARCHE

Le marché est conclu pour une durée de 10 mois à compter de sa date de notification, prévue en septembre 2025.

La date prévisionnelle de début des travaux est fixée au 15/09/2025.

La durée d'exécution du marché est estimée à 10 mois y compris :

- Préparation et installation de chantier
- Travaux
- Levée de réserves

ARTICLE 8 DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- Le formulaire **d'acte d'engagement** (ATTI1),
- Le bordereau de Décomposition du Prix Global de Forfaitaire (**DPGF**)
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (**CCAP**)
- Les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (**CCTP**)
- **Les plans et pièces graphiques** annexés au dossier de consultation des entreprises
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de Travaux (CCAG – Travaux) version au 1^{er} avril 2021, approuvé par arrêté du 30 mars 2021. Ce document d'ordre général n'est pas joint matériellement au marché, mais il est

téléchargeable sur le site de <http://www.legifrance.gouv.fr>. Les candidats déclarent expressément le connaître, s'y référer et l'accepter. Il est applicable pour tout ce à quoi il n'est pas formellement dérogé par le présent CCAP.

ARTICLE 9 SOUS-TRAITANCE - CO-TRAITANCE

9.1 Sous-traitance

9.1.1 Acceptation des sous-traitants et agrément des conditions de paiement

Conformément à la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance modifiée, une partie de l'exécution du contrat peut être sous-traitée à condition d'avoir obtenu de l'acheteur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Toute demande de présentation d'un sous-traitant doit obligatoirement être transmise avant le début de la prestation sous-traitée.

Par ailleurs, l'acheteur interdit au titulaire du présent contrat de modifier la liste des sous-traitants remis lors de la consultation si ce changement, après la notification du contrat, remet en cause les capacités techniques et moyens qui ont été jugés pour l'exécution, capacités qui ont permis d'effectuer le choix de l'offre la plus intéressante.

Pour chaque sous-traitant, la déclaration de sous-traitance est fournie :

- Soit au moment du dépôt de l'offre par le candidat. Dans ce cas, le formulaire DC4 « déclaration de sous-traitance » constituant alors une annexe à l'acte d'engagement a été signé(e) par le candidat et le sous-traitant, puis notifié par le pouvoir adjudicateur.
- Soit après le dépôt de l'offre par le titulaire du contrat, en cours d'exécution. Pour ce faire, il conviendra de remplir le formulaire DC4 « déclaration de sous-traitance ». La déclaration constituera un acte spécial dont la signature par le titulaire du contrat, le sous-traitant et l'acheteur vaudra acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement.

Un sous-traitant qui ne présenterait pas les capacités nécessaires pour l'exécution du contrat pourra être refusé.

L'acheteur pourra demander au titulaire de fournir la copie du contrat de sous-traité établi avec le sous-traitant.

L'acceptation et l'agrément d'un sous-traitant entraînent obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600 € T.T.C.

9.2 Co-traitance

Le candidat peut se présenter seul ou dans le cadre d'un groupement d'entreprises. En cas de présentation sous forme de groupement, l'acheteur ne souhaite pas imposer de forme de groupement particulier.

ARTICLE 10 LES ORDRES DE SERVICE

Les ordres de service relatifs à des prestations sous-traitées sont adressés au titulaire, qui a seule qualité pour formuler des observations.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, les ordres de service sont adressés au mandataire du groupement, qui a seule qualité pour formuler des observations.

Les ordres de service prescrivant des prestations supplémentaires ou modificatives qui ont une incidence financière sur le marché donnent lieu à une juste rémunération

ARTICLE 11 RECEPTION DES TRAVAUX

Par dérogation aux articles 41.1 à 41.3 du CCAG/Travaux :

La réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux relevant des lots considérés ; elle prend effet à la date de cet achèvement.

Chaque titulaire avise le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre de la date à laquelle il estime que ses travaux ont été achevés où le seront. Le maître d'œuvre a à sa charge de provoquer les opérations de réception lorsque l'ensemble des travaux est achevé.

La réception est prononcée sous réserve de l'exécution concluante des épreuves prévues dans le CCTP.

ARTICLE 12 MODALITE DE DETERMINATION DES PRIX

12.1 Contenu des prix

Les ouvrages ou prestations sont réglées par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement.

L'entreprise aura donc la responsabilité entière des erreurs qui seraient dues à une mauvaise appréciation de l'état existant.

Les variations éventuelles de l'état des ouvrages existants, par rapport aux indications fournies à titre informatif dans les documents de consultation, ne pourront donner lieu à aucun supplément de prix après la signature du marché. Il appartient à l'entreprise d'intégrer dans son offre toutes les dépenses liées aux éventuelles mesures de sécurité et de protection de la santé, y compris celles applicables jusqu'à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.

Chaque titulaire supporte les frais de l'exécution des trous, scellements, bouchages et raccords qui sont nécessaires à l'exécution des prestations faisant l'objet du lot dont il est titulaire.

12.2 Modalités de variation des prix

Les prix sont fermes et définitifs.

12.3 Application de la TVA :

Les montants des acomptes mensuels et de l'acompte pour solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement. Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général, en appliquant les taux de TVA en vigueur lors des encaissements correspondants.

ARTICLE 13 AVANCE

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Conformément au Code de la Commande Publique, le montant de l'avance est fixé à 5 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché.

Le versement de l'avance est conditionné par la constitution d'une garantie à première demande ou d'une

caution personnelle et solidaire.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65 % du marché toutes taxes comprises du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R.2191-6, R.2193-10 et R.2193-17 à R.2193-21 du Code de la Commande Publique.

ARTICLE 14 LE PROJET DE DECOMPTE MENSUEL

14.1 Elaboration de la demande de paiement :

En application des dispositions de l'article 12.1 du CCAG/Travaux, avant la fin de chaque mois, le titulaire remet sa demande de paiement mensuelle à la maîtrise d'ouvrage, sous la forme d'un projet de décompte ainsi que celle de son ou ses sous-traitants, s'il y a lieu.

Ce projet de décompte établit le montant total des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution du marché depuis sa notification.

Ce montant est établi à partir des prix initiaux du marché, fixés à la DPGF mais sans actualisation ni révision des prix et hors TVA.

Les demandes de paiement comprennent les mentions suivantes :

- Le nom et la raison sociale du créancier, une date d'émission et un numéro unique ;
- Le numéro RCS, de SIRET et TVA intracommunautaire ;
- Les dates de réalisation des prestations ;
- Le numéro du contrat ;
- La nature, quantité et montant hors taxes des prestations réalisées : la fraction du prix égale au pourcentage d'exécution de l'ouvrage ou de la partie d'ouvrage ;
- Le taux de TVA applicable ;
- La désignation de l'acheteur et son SIRET ;
- Les éventuelles autres mentions demandées par l'acheteur après la notification du contrat.

La demande de paiement mensuel est transmise par le titulaire à la maîtrise d'ouvrage.

Ce dernier détermine le montant de l'acompte mensuel à régler au titulaire et dresse à cet effet un état d'acompte mensuel faisant ressortir :

- Le montant de l'acompte mensuel établi à partir des prix initiaux du marché : ce montant est la différence entre le montant du décompte mensuel dont il s'agit et celui du décompte mensuel précédent ;
- Le montant de la TVA ;
- Le montant des pénalités, le cas échéant ;
- L'effet de l'actualisation ou de la révision des prix ; les parties de l'acompte actualisables ou révisables sont majorées ou minorées en appliquant les coefficients prévus ;
- Le cas échéant, le montant de l'avance à attribuer au titulaire ; -
- Le cas échéant, le montant de l'avance à rembourser par le titulaire ;
- Le montant de la retenue de garantie s'il en est prévu une par les documents particuliers du marché et qu'elle n'a pas été remplacée par une autre garantie.

La maîtrise d'ouvrage notifie au titulaire l'état d'acompte mensuel et propose de régler les sommes qu'il admet. Cette notification intervient dans les sept (7) jours à compter de la date de réception de la demande de paiement mensuelle du titulaire sans pouvoir dépasser 10 jours calendaires.

Si cette notification n'intervient pas dans un délai de sept jours à compter de la réception de la demande du titulaire, celui-ci en informe le maître d'ouvrage qui procède au paiement sur la base des sommes qu'il admet.

Périodicité de paiement :

Conformément aux dispositions de l'article 12.1 du CCAG/travaux, le règlement des comptes du présent marché s'effectue par des acomptes mensuels et un solde établi et réglé.

ARTICLE 15 PAIEMENT ET MISE EN PAIEMENT DES DECOMPTES MENSUELS

15.1 Mode de règlement

Le paiement s'effectuera par mandat administratif selon les règles de la comptabilité publique.

Le délai global de paiement ne pourra excéder 50 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiements équivalents à condition que le service soit fait.

Une suspension du délai de paiement peut être également prononcée en cas d'erreur dans la facturation du fait du titulaire, signifiée par le Centre Hospitalier par courrier recommandé avec accusé de réception, conformément à l'article 8 du CCAG.

Le titulaire devra respecter le cas échéant son engagement de remise ou d'escompte présenté dans son offre.

15.2 Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais fait courir de plein droit, et sans autre formalité des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire.

Le taux des intérêts moratoires est le taux de l'intérêt de la Banque Centrale Européenne à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de 8 points, plus une indemnité forfaitaire de 40 euros. Le comptable assignataire est le Trésorier Principal de Saint-Denis.

15.3 Présentation des demandes de paiement

Conformément à l'article R.2192-3 du Code de la Commande Publique, l'utilisation de la facture électronique est exclusive de tout autre mode de transmission.

Les factures sont à transmettre, sous forme dématérialisée via le site «<https://chorus-pro.gouv.fr>». A ce titre, les factures dématérialisées adressées au Centre Hospitalier de Saint-Denis devront comporter les informations suivantes :

- Le numéro de SIRET 269 301 016 000 11, qui identifiera le Centre Hospitalier de Saint-Denis en tant que destinataire de votre facture,
- Le code service « TECH_RCM » qui permettra de distinguer les différents services d'une même structure,
- Le numéro de marché.
- Le montant hors TVA des prestations,
- Le taux de TVA des prestations,
- Le montant total toutes taxes comprises.

ARTICLE 16 CESSIION DE CREANCE

En cas de cession de créance, le pouvoir adjudicateur remet, au titulaire, à sa demande un exemplaire unique ou un certificat de cessibilité de créance du marché.

Le titulaire s'engage à remettre à l'établissement de crédit cessionnaire ces documents, afin que ce dernier puisse notifier la cession à l'agent comptable.

Cette garantie s'applique aux éléments d'équipements dissociables de l'ouvrage.

ARTICLE 17 GARANTIES

17.1 Régime de la garantie

Pendant le délai de garantie, le titulaire exécute les réparations qui lui sont prescrites par l'acheteur. Au titre de la garantie, le titulaire s'oblige à remettre en état ou à remplacer à ses frais la partie de la prestation qui serait reconnue défectueuse, sauf si la défectuosité est imputable à l'acheteur.

Cette garantie couvre les frais de déplacement, de conditionnement, d'emballage et de transport de matériel nécessités par la remise en état ou le remplacement.

Si la privation de jouissance entraîne un préjudice pour l'acheteur, celui-ci peut exiger une solution de remplacement aux frais du titulaire. Le délai de garantie est prolongé du délai de privation de jouissance.

Le titulaire dispose de 30 jours maximum pour effectuer les mises au point et réparations demandées. Si, à l'expiration du délai de garantie, le titulaire n'a pas procédé aux remises en état prescrites, ce délai est prolongé jusqu'à l'exécution complète des remises en état.

17.2 Obligation de parfait achèvement

17.2.1 Délai de garantie

Les dispositions de l'article 44 du CCAG travaux sont applicables.

En application l'article 44.1 CCAG travaux, le délai de garantie est, sauf prolongation décidée conformément à l'article 44.2, d'un (1) an à compter de la date d'effet de la réception des prestations. Par dérogation à l'article 44-1, il est précisé que les travaux effectués au titre de la garantie de parfait achèvement sont eux-mêmes garantis un (1) an à compter de la date de leur achèvement.

17.2.2 Etendue de l'obligation de parfait achèvement

Pendant le délai de garantie de parfait achèvement d'un (1) an, l'entreprise, indépendamment des obligations qui peuvent résulter pour elle des articles 1792 et suivants, et 2270 du Code Civil, est tenue à une "obligation de parfait achèvement" au titre de laquelle elle doit sur simple demande du pouvoir adjudicateur :

- Exécuter les travaux et prestations éventuels de finition ou de reprise ;
- Remédier à tous les désordres signalés par la maîtrise d'ouvrage, de telle sorte que les prestations du marché soient conformes à l'état où elles étaient ou auraient dû être lors de la réception ou après correction des imperfections constatées lors de celle-ci ;
- Procéder, le cas échéant, aux travaux confortatifs ou modificatifs dont la nécessité serait apparue à l'issue des épreuves effectuées.

Les travaux effectués au titre de la garantie de parfait achèvement sont eux-mêmes garantis un (1) an à compter de la date de leur achèvement.

17.2.3 Prolongation du délai de garantie

Si, à l'expiration du délai de garantie, l'Entrepreneur n'a pas procédé à l'exécution des travaux et prestations énoncés à l'article précédent, le délai de garantie est prolongé jusqu'à l'exécution complète des travaux et prestations que ceux-ci soient assurés par l'Entrepreneur ou qu'ils le soient d'office et à ses frais. Lesdits travaux effectués pendant le délai de garantie sont eux-mêmes garantis 1 (un) an à partir de leur achèvement

17.2.4 Garantie de bon fonctionnement

La garantie de bon fonctionnement, visée à l'article 1792-3 du Code Civil, s'applique aux éléments d'équipements dissociables de l'ouvrage, pour une durée de deux ans à compter de sa réception. Il s'agit d'une garantie qui précise expressément que l'équipement doit être fonctionnel.

Cette garantie s'applique aux éléments d'équipements dissociables de l'ouvrage

ARTICLE 18 ASSURANCES DU TITULAIRE

18.1 Responsabilité civile professionnelle :

Conformément à l'article 8.1.1 du CCAG-Travaux, le titulaire souscrit une assurance de responsabilité civile professionnelle permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du maître d'ouvrage et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages, causés par l'exécution des prestations.

Le niveau des garanties exigées par le maître d'ouvrage est adapté aux risques relatifs à l'opération de construction objet du marché.

Dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, le titulaire doit justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile professionnelle découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil. Il doit donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'Acheteur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Toutefois, l'absence de production des attestations d'assurance pertinentes n'exempte pas le titulaire de sa responsabilité et peut justifier la résiliation du marché pour faute en application de l'article 50.3.1 du CCAG-travaux.

18.2 Responsabilité civile décennale :

Conformément à l'article 8 du CCAG-Travaux, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, le titulaire doit justifier qu'il a souscrit l'assurance décennale obligatoire visée à l'article L. 241-1 du code des assurances.

A la notification du marché, le maître d'ouvrage communique au titulaire le coût prévisionnel total de l'opération de construction, honoraires compris.

Toutefois, l'absence de production des attestations d'assurance pertinentes n'exempte pas le titulaire de sa responsabilité et peut justifier la résiliation du marché pour faute en application de l'article 50.3.1 du CCAG-travaux.

Le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 et 1384 du Code Civil et garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages corporels et matériels causés par l'exécution des prestations.

De même qu'il est couvert au titre des responsabilités découlant des principes dont s'inspirent les articles 1792 s. et 2270 du Code Civil.

Le titulaire s'engage à renouveler sa police d'assurance pendant toute la durée du marché. A cet effet, il s'engage à remettre à la personne publique, dans un délai de 8 jours à compter de la notification ou de la reconduction du présent marché, l'attestation annuelle justifiant de cette souscription.

ARTICLE 19 PENALITES

19.1 Généralités sur les pénalités

Toute inexécution des obligations stipulées par le présent marché par non intervention dans les délais prévus, soit par mauvaise exécution des travaux, soit par retard, donne lieu à des pénalités.

En cas de retard ou dysfonctionnement répété, de défaillances dans la prestation, le titulaire encourt la résiliation du marché à ses torts et à ses frais, après une mise en demeure préalable.

L'application des pénalités peut être exceptionnellement reconsidérée suite à la demande dûment justifiée du titulaire du marché et après acceptation du Centre Hospitalier de Saint-Denis concerné. Le titulaire du marché s'oblige à déduire de ses factures le montant des pénalités qui lui auront été notifiées.

Dans le cas contraire, le Centre Hospitalier de Saint-Denis bénéficiaire retiendra le montant des pénalités par émission d'un titre exécutoire notifié au titulaire ou par réfaction sur facture. Le pouvoir adjudicateur établit un mémoire indiquant les périodes de pénalités concernées et leurs montants.

Ces pénalités sont retenues sur les factures présentées par le titulaire. Le montant de la pénalité est dû quel que soit son montant par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG/Travaux.

19.2 Pénalités applicables

19.2.1 Retard d'exécution des prestations :

Par dérogation à l'article 19.2 du CCAG/Travaux, en cas de dépassement du délai d'exécution prévu au marché, le titulaire encourt pénalité forfaitaire de deux cent cinquante euros (250 €) par jour calendaire de retard.

19.2.2 Retard de réception des supports suivant les DTU :

En application de l'article 19.3 du CCAG/Travaux, en cas de dépassement du délai de réalisation des réceptions de supports lors de l'exécution prévu au marché, le titulaire encourt pénalité forfaitaire de deux cent cinquante euros (250 €) par jour calendaire de retard.

19.2.3 Pénalités de retard dans la remise de pièces EXE :

Par dérogation à l'article 19.3 du CCAG/Travaux, en cas de dépassement du délai de remise de pièces EXE, il est appliqué de plein droit, par jour calendaire de retard, une pénalité forfaitaire de cent cinquante euros (150 €).

19.2.4 Pénalités de retard dans la remise des DOE :

Par dérogation à l'article 19.3 du CCAG/Travaux, en cas de dépassement du délai de remise des DOE, il est appliqué de plein droit, par jour calendaire de retard, une pénalité forfaitaire de cent cinquante euros (150 €).

19.2.5 Pénalité pour retard dans la levée des réserves :

Tout retard dans la levée des réserves par l'entrepreneur entraînera par jour calendaire l'application immédiate d'une pénalité équivalente au seul fait du constat du retard, une pénalité de 1/1000 du montant de l'ensemble du marché, avec un minimum de deux cents euros (200 €), sauf si ce retard est dû à un cas de force majeure et s'arrêtera le jour de la date d'effet de la mise en demeure. Ces pénalités s'appliquent aux retards dans la levée des réserves à la réception et dans la levée des réserves de Parfait Achèvement.

19.2.6 Pénalité pour absence injustifiée à toute convocation :

Pour toute absence injustifiée de la part du titulaire à une réunion de chantier ou à toute autre convocation émise par le maître d'œuvre ou la maîtrise d'ouvrage il sera appliquée de plein droit et sans mise en demeure préalable une pénalité forfaitaire de 100 €.

ARTICLE 20 SUSPENSION DES PRESTATIONS - RESILIATION

20.1 Suspension des prestations

Conformément aux dispositions de l'article 53 du CCAG-Travaux, il peut être accordé au Titulaire une suspension de tout ou partie des prestations.

Dans un délai n'excédant pas quinze (15) jours, les parties conviennent des modalités de constatation des prestations exécutées et du maintien d'une partie des obligations contractuelles restant à la charge du Titulaire pendant la suspension. Elles conviennent également des modalités de reprise de l'exécution, des modifications à apporter aux marchés et des modalités de répartition des surcoûts directement induits par ces événements.

A défaut d'accord entre les parties, la maîtrise d'ouvrage est tenue, à l'issue de la suspension, de reprendre l'exécution des prestations dans les conditions prévues par le marché.

20.2 Résiliation du marché

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier le présent marché dans les conditions définies ci-après :

20.2.1 Pour motif d'intérêt général :

Lorsque le représentant du pouvoir adjudicateur résilie le marché pour motif d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant initial hors taxes du marché, diminué du montant hors taxes non révisés des prestations déjà reçues un pourcentage fixé à 5%.

20.2.2 Résiliation aux torts du titulaire :

Le représentant du pouvoir adjudicateur peut résilier le marché pour faute du titulaire dans les cas suivants :

- Le titulaire contrevient aux obligations légales ou réglementaires, relatives au travail ou à la protection de l'environnement ;

- Le titulaire a refusé de représenter ou de restituer des bâtiments, terrains, matériels, produits de construction, équipements et approvisionnements qui lui ont été confiés, ou il a dégradé ou utilisé de manière abusive ces bâtiments, terrains, matériels, objets et approvisionnements ;
- Le titulaire, dans les conditions prévues à l'article 48 du CCAG/Travaux, ne s'est pas acquitté de ses obligations dans les délais contractuels, après que le manquement a fait l'objet d'une constatation contradictoire et d'un avis du maître d'œuvre, et si le titulaire n'a pas été autorisé par ordre de service à reprendre l'exécution des travaux ; dans ce cas, la résiliation du marché décidée peut être soit simple, soit aux frais et risques du titulaire et, dans ce dernier cas, les dispositions des articles 48.4 à 48.7 du CCAG/Travaux s'appliquent ;
- Le titulaire a sous-traité en contrevenant aux dispositions législatives et réglementaires relatives à la sous-traitance, ou il ne respecte pas les obligations relatives aux sous-traitants ;
- Le titulaire n'a pas produit les attestations d'assurances prévues au marché ;
- Le titulaire s'est livré, à l'occasion de l'exécution du marché, à des actes frauduleux.

ARTICLE 21 EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES

Lorsque Le titulaire n'exécute pas ou ne respecte pas une obligation quelconque lui incombant en vertu de l'marché, le centre hospitalier de Saint-Denis est en droit, moyennant le respect de la procédure mentionnée ci-après, d'annuler en tout ou partie le ou les bons de commande concerné(s) par les manquements du Titulaire (dans le cas où un bon de commande a été émis), sans préjudice de tous les autres droits, actions et recours dont il peut disposer en vue de la réparation du préjudice qu'il peut éventuellement avoir subi. Cette annulation n'ouvre droit à aucune indemnité au bénéfice du Titulaire.

Le centre hospitalier de Saint-Denis peut pourvoir aux prestations aux frais et risques du Titulaire, lorsque l'inexécution concerne une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard.

En cas de différence de prix au détriment du centre hospitalier de Saint-Denis, celle-ci est mise de plein droit à la charge du Titulaire et obligatoirement déduite des factures présentées à son profit.

En cas de non-présentation de factures, un titre de recette sera émis par le centre hospitalier de Saint-Denis.

ARTICLE 22 REGLEMENT DES DIFFERENDS RELATIFS A L'ACCORD-CADRE

22.1 Règlement à l'amiable

Le centre hospitalier de Saint Denis et le titulaire de l'marché s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à son interprétation ou à son exécution.

Tout différend entre le titulaire et le Centre hospitalier de Saint Denis doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'une lettre de réclamation exposant les motifs de son désaccord et indiquant, le cas échéant, le montant des sommes réclamées. Cette lettre doit être communiquée au Centre hospitalier de Saint Denis dans le délai de deux mois, courant à compter du jour où le différend est apparu, sous peine de forclusion.

Le Centre hospitalier de Saint Denis dispose d'un délai de deux mois, courant à compter de la réception de la lettre de réclamation, pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

ARTICLE 23 TRIBUNAL COMPETENT

En cas de contestations relatives au déroulement de la présente consultation et pendant l'exécution du marché, le tribunal administratif de Montreuil sera seul compétent à statuer sur l'objet du litige, conformément à la législation en vigueur.

Tribunal Administratif de Montreuil
7 rue Catherine Puig
93558 MONTREUIL Cedex
Tél : 01 49 20 20 00
Courriel : greffe.ta-montreuil@juradm.fr

ARTICLE 24 DEROGATIONS AU CCAG APPLICABLE

Par dérogation à l'article 1 du CCAG-TRAVAUX, le présent CCAP ne prévoit pas d'article récapitulant les dérogations au CCAG-TRAVAUX, ces dernières sont précisées directement dans les articles du présent CCAP concernés par ces dérogations.

Les Conditions Générales de Vente du Titulaire (CGV) du Titulaire ou plus largement toutes réserves aux exigences définies dans les CCAP ne sont pas applicables et sont d'office, exclues de l'marché sans qu'il ne soit nécessaire pour le centre hospitalier de Saint-Denis de prendre une décision spécifique en ce sens.